

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

Vers l'Émancipation
économique

QUELQUES MOYENS D'Y ARRIVER

PAR

G.-E. MARQUIS

Chef du Bureau des Statistiques de la province de Québec

Membre de la Société des Auteurs canadiens

et de la Société des Arts, Sciences et Lettres de Québec

Prix: 15 sous

MONTRÉAL

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction:

SECRÉTARIAT DE L'É. S. P.

1075, RUE RACHEL, 1075

Administration:

L'ACTION PAROISSIALE

1300, RUE BORDEAUX, 1300

Vient de paraître

La Campagne canadienne

CROQUIS ET LEÇONS

Par le R. P. Adélarde DUGRÉ, S. J.

OLI roman de mœurs canadiennes, du plus captivant intérêt, laissant l'impression la plus bienfaisante, auquel le public fait le plus bienveillant accueil. En moins de deux mois la première édition, de dix mille exemplaires, a été presque entièrement épuisée, et l'on en prépare un second tirage. Livre intéressant, écrit un critique, parce qu'il contient « une série de tableaux empruntés à la vie de chez nous, à cette vraie vie de chez nous, la vie rurale, qui, peinte dans les livres, a tout le charme et toute la poésie des meilleurs romans de mœurs écrits en Europe ou ailleurs. »

En vente à l'IMPRIMERIE DU MESSAGER, 1300, rue Bordeaux, Montréal, et dans les principales librairies françaises du Canada. Prix: 75 sous l'exemplaire; \$6.00 la douzaine; \$40.00 le cent, port en plus.

HV
31
E34
U. 135
1925

135

Vers l'Émancipation économique

QUELQUES MOYENS D'Y ARRIVER

La conférence que nous publions ici fut donnée dans un dîner-causerie offert par la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec. Elle remporta le plus vif succès. Les convives d'abord, tout spécialement l'honorable juge Choquette, puis les journaux de Québec, louèrent hautement la valeur et l'à-propos de cette étude, en exprimant le désir de la voir largement répandue, pour qu'elle puisse exercer dans toute notre province son heureuse influence.

Après une brève entrée en matière, que nous devons supprimer faute d'espace, l'auteur aborde son sujet.

Je vous parlerai de notre émancipation économique.

Pendant longtemps, nous nous sommes retournés vers le passé et nous avons voulu connaître les pages qui illustrent notre histoire.

Dans sa belle allocution, lors de la fête canadienne à Versailles, le 28 octobre 1924, le duc de Lévis-Mirepoix, président de la Société française d'histoire du Canada, déclarait: « L'étude du passé n'est pas la vaine contemplation d'une chose morte. Le passé est un monde immense dont l'immobilité superficielle cache des profondeurs où le destin s'agite encore. Une dalle plus ou moins épaisse, un peu de terre ou simplement un peu d'oubli s'étendent sur les racines pleines de sève qui alimentent le présent et font fermenter l'avenir, et dans cette ombre mouvante on découvre parfois des sources de lumière qui remontent à la surface du monde vivant. »

Cette histoire nous a appris que nous devons être fiers de nous-mêmes, puisque nous sommes de bonne lignée.

De plus, nous n'avons nullement à rougir des échecs subis par nos ancêtres et si la fortune ne nous a pas souri plus tôt, il y a maintes causes pour expliquer nos lents progrès dans le chemin de la fortune et de l'indépendance économique. Aujourd'hui, notre émancipation économique constitue le problème national le plus vital que nous ayons à étudier et à la solution duquel doivent tendre toutes nos forces, aidées du secours de plus en plus puissant de nos épargnes mises au service de nos institutions industrielles, commerciales et financières — et c'est pourquoi nous voulons fixer nos regards, pendant quelques instants, sur ce problème de l'avenir.

« L'économie politique, d'après Leroy-Beaulieu, c'est la science qui recueille, par l'observation, les règles générales auxquelles sont soumises la production, la distribution, la circulation et la consommation des richesses. »

Toutes choses bien considérées, qui voudrait affirmer que nous sommes entièrement maîtres, chez nous, de nos richesses naturelles, de leur exploitation, de leur circulation et de tout ce qui constitue l'armature économique d'un pays ou d'une province ?

Nous ne voudrions pas risquer telle affirmation. Toutefois, notre intention n'est pas d'entreprendre de traiter, dans une causerie d'une demi-heure, un sujet aussi vaste que celui de l'économie politique appliquée à notre province.

Notre but est plus modeste, et pour cause, d'ailleurs : nous voulons tout simplement esquisser, à grands traits, quelques facteurs qui peuvent influencer sur notre émancipation économique, afin de nous assurer plus tôt cette liberté d'action et cette indépendance après lesquelles tout bon patriote doit aspirer.

Quand nous étudions ce problème, mille considérations se présentent à notre esprit et il faudrait tout un cours, en plusieurs conférences, pour les traiter chacune à son mérite.

Pour l'instant, nous nous contenterons d'en signaler brièvement quelques-unes d'ordre physique, d'autres d'ordre intellectuel et d'ordre social.

I. — LE CAPITAL HUMAIN

L'aphorisme de Juvenal, *mens sana in corpore sano*, signale une des conditions essentielles pour obtenir cet épanouissement économique vers lequel nous tendons : « Avoir un esprit sain dans un corps sain. »

Sur les 9,000,000 d'âmes, en chiffres ronds, qui composent la population canadienne, nous sommes environ un tiers éparpillés un peu partout dans les neuf provinces, mais dont le gros noyau se retrouve dans celle de Québec, puisque nous sommes ici les quatre-cinquièmes de la population, soit au-delà de 2,000,000 sur 2,500,000.

C'est donc la province de Québec qui doit servir de modèle aux groupes épars dans les différentes provinces et c'est d'ici que doit partir l'exemple et l'inspiration.

Depuis longtemps nous nous sommes flattés d'une qualité qui, de prime abord, semble être un élément de force, laissant entrevoir un avenir brillant pour les nôtres, au point de vue du nombre.

Nous proclamons hautement que les Canadiens français sont prolifiques, et les familles nombreuses font notre orgueil.

Toutefois, si nous examinons de près les statistiques démographiques, nous constatons que notre mortalité, par diverses causes, est tellement considérable qu'à la fin notre déchet annuel ou excédent des naissances sur les décès, s'est trouvé fortement entamé.

Bon an, mal an, en ne prenant que les toutes dernières années, le nombre des naissances a varié entre 80,000 et 90,000 enfants.

Les décès varient entre 35,000 et 40,000 par année, ce qui nous donne un excédent annuel oscillant entre 45,000 et 55,000 âmes. En d'autres termes, notre taux de natalité varie entre 3.50 et 3.75 pour cent, et celui des décès oscille entre 1.50 et 1.75 pour cent, laissant un excédent moyen de 2 pour cent ou de 20 par mille.¹

Notre mortalité infantile crée, chaque année, des vides considérables au sein de notre population. En effet, depuis cinq ans, il est mort, chaque année, de 12,000 à 14,000 enfants de moins d'un an, soit environ un tiers des décès au total. A ce point de vue nous détenons un record dont nous n'avons pas raison de nous enorgueillir. Sur 26,280 décès d'enfants au-dessous d'un an, en 1921, au Canada, Québec en comptait 11,387 ou plus de 43 pour cent.²

D'autres maladies causent encore des ravages considérables au milieu de notre population, telles que la tuberculose, le cancer, le diphtérie, pour ne parler que des plus grandes faucheuses de vies humaines. Nous n'entrerons pas ici dans les détails des causes de décès, mais nous pouvons fort bien dire que notre mortalité, en général, lorsqu'on la compare à celle des autres provinces ou aux États du Sud, n'est pas en notre faveur et il semble bien que l'hygiène n'a pas encore, chez nous, exercé tous les effets bienfaisants que l'on est en droit d'en attendre.

Toutefois, il y a amélioration depuis quelques années et nous savons que les pouvoirs publics, le provincial et le municipal, n'ont rien négligé pour remédier, dans la

1. Excédent par mille de population: Allemagne, 14; Angleterre, 11; France, 1.

2. Mortalité infantile par mille de population: Province de Québec, 128; Nouveau-Brunswick, 113; Nouvelle-Écosse, 113; Ontario, 91; Ile-du-Prince-Édouard, 85; Alberta, 84; Manitoba, 83; Saskatchewan, 80; Colombie-Anglaise, 56. Dans les villes: Montréal, 159; Trois-Rivières, 176; Québec, 187.

mesure du possible, aux ravages causés, chaque année, au milieu de notre population, par une mortalité exagérée.

Des initiatives privées ont aussi apporté à la solution de ce problème une aide des plus généreuses comme aussi des plus bienfaisantes. Il serait trop long d'énumérer toutes ces œuvres publiques et privées qui sont écloses depuis peu d'années, mais elles nous font espérer qu'elles produiront sous peu des effets considérables, dont la répercussion se fera sentir sur notre capital humain.

Il est avéré qu'aux États-Unis la longévité humaine a été allongée de cinq ans, dans l'espace de deux décades, grâce à l'observation des règles d'hygiène, et un auteur américain affirme que la durée moyenne de la vie a été accrue d'au moins un cinquième en moins d'un siècle, grâce à l'enseignement de l'hygiène.

Ainsi, nous voyons, d'après les statistiques démographiques relevées aux États-Unis, qu'en 1901 la durée de la vie moyenne était de 49.24 années, en 1910, de 51.49 et en 1920 de 54.29, pendant qu'en 1855, soit 65 ans auparavant, la longévité moyenne était de 40 ans seulement, ce qui fait une augmentation de près de 15 ans, sur la durée moyenne de la vie, dans l'espace de 65 ans, grâce à une observance plus rigoureuse des mesures préventives enseignées par l'hygiène.

Nous savons que l'hygiène s'enseigne quelque peu dans nos écoles et nos couvents; que, dans les industries, l'on est tenu aussi d'en faire observer les règles, mais il y a encore beaucoup à faire pour assainir nombre de foyers et pour apprendre aux nôtres les mesures à observer pour diminuer chez nous la mortalité infantile, de même que pour combattre les autres fléaux qui fauchent tant de vies humaines, chaque année.

Nous ne saurions trop admirer ceux qui, à Québec même, se dévouent depuis des années à l'œuvre de la Goutte de lait, à l'entretien de la crèche, à l'établisse-

ment de dispensaires anti-tuberculeux, à la création d'hôpitaux pour enfants, à la diffusion de brochures et de tracts sur l'enseignement de l'hygiène, de même qu'à la formation d'une *ligue des petites mères*. Toutes ces œuvres, et bien d'autres que nous omettons, sont admirables et contribuent à sauver de nombreuses vies.

Nul n'a plus fait, sous ce rapport, que le gouvernement actuel de la province de Québec. Contentons-nous de rappeler ici quelques chiffres qui illustrent bien le souci qu'il a de la santé publique, en affichant les dépenses qui ont été inscrites à son budget depuis dix ans, soit pour l'enseignement des préceptes d'hygiène, ou pour aider à la guérison de ceux qui étaient atteints de certains germes morbides. Le budget de l'hygiène publique, qui était de \$22,500 en 1910, s'élevait à \$119,694 en 1920, puis à \$305,888 en 1923, pour la province (augmentation de 1359 pour cent en 13 ans).

La distribution gratuite du livre du Dr Donnadieu, *Pour lire en attendant bébé*, que le gouvernement vient de décréter, est une autre preuve de l'attention qu'il porte à cette question de la puériculture.

Le nombre, qui est un facteur puissant lorsqu'il s'agit d'économie politique, nous engage non seulement à maintenir cette réputation de race prolifique que nous avons, mais surtout de conserver un plus grand nombre de ces nouveaux-nés que la Providence nous envoie, en toute occasion, car, en fin de compte, ce n'est pas le nombre des naissances qui compte, mais celui des vies que nous aurons réussi à conserver, et c'est pourquoi nous mettons au premier rang des facteurs qui aideront à notre développement économique celui du capital humain.

II. — LES COMPÉTENCES

Mais il est une autre force dont nous voulons aussi parler et dont le développement ne saurait que contribuer énormément à notre émancipation économique: c'est celle de la culture intellectuelle. Bien des facteurs ont retardé notre émancipation économique, mais ce serait nous dénigrer que d'affirmer que nous n'avons pas les qualités voulues pour prendre notre place au soleil du mouvement économique du Canada, et tout particulièrement de la province de Québec. Nous sommes en retard, et pour cause, comme nous allons l'établir.

Nous ne referons pas ici cette histoire, connue de tous ceux qui ont lu la vie de nos ancêtres, mais nous ne pouvons cependant nous empêcher de rappeler l'état de pauvreté dans lequel ceux-ci furent laissés au lendemain de la cession.

Obligés, d'une part, de refaire leurs foyers, privés des secours de la plupart des hommes instruits, abandonnés de l'ancienne mère-patrie, repoussés du conseil de la nation, gardés en suspicion par la belle-mère-patrie, pendant longtemps nos ancêtres bornèrent leur horizon à la paroisse natale.

D'autre part, nous savons que nos maîtres de jadis, nés pour le commerce, favorisés du sort au point de vue richesse, en profitèrent largement pour étendre un peu partout leurs tentacules et contrôler à peu près tout ce qui peut contribuer au développement économique du pays, à leur avantage. Il y a cinquante ans à peine, nous étions encore dans l'ombre et ce n'est que pouce par pouce et piastre par piastre que nous avons pu gagner du terrain, arrondir notre magot et augmenter notre influence commerciale.

Toutes nos écoles supérieures, jadis, faisaient fi de l'enseignement commercial, et nos compatriotes qui se destinaient à cette carrière, outre qu'ils manquaient

d'aptitudes natives, devaient tout apprendre par expérience pour y réussir. Mais les temps sont changés et nous possédons aujourd'hui de nombreux foyers d'instruction où nos enfants et nos jeunes gens peuvent aller apprendre rapidement, et sous la direction de maîtres éclairés, les secrets du commerce, de l'industrie et de la finance.

Avant 1860, nous n'avions pas non plus de banques de crédit. Encore ici, nous pouvons dire avec satisfaction que nous avons fait du chemin et que nos institutions financières nous font honneur et qu'elles nous aident à gravir cette côte abrupte qui conduit à l'émancipation économique.

De nombreux collèges classiques, des académies commerciales et, de plus, certaines écoles spéciales, comme les écoles techniques et l'École des Hautes Études commerciales, préparent nos jeunes gens aux carrières d'où nos étudiants étaient exclus, par la force des choses, il n'y a guère plus d'un demi-siècle.

Toutefois, devons-nous être contents de notre état actuel, ou devons-nous aspirer à quelque chose de mieux ? Des économistes de chez nous et d'ailleurs l'ont dit : c'est par la culture intellectuelle, ou, autrement dit, la compétence, que l'on peut espérer atteindre les sommets en toute chose, comme, en particulier, en économie politique.

Les professions libérales, depuis quelques années, sont encombrées et nombreux sont ceux qui les désertent et cherchent un autre moyen de faire leur vie. Pourquoi ne pas en diriger un plus grand nombre vers les sphères commerciales, industrielles et financières ? Non pas seulement pour leur faire acquérir des rudiments de ces sciences, qui les tiendraient encore attachés aux emplois inférieurs et subordonnés, mais pour qu'ils aspirent à devenir des maîtres dans leurs sphères respectives, des compétences capables de jouer un rôle pré-

pondérant à travers la cohue des intérêts qui se heurtent sans cesse dans un pays comme le nôtre, où se coudoient Anglo-Saxons, Israélites et Franco-Canadiens.

Et combien avons-nous ici, dans la province de Québec, pour les jeunes gens qui ont été forcés de quitter l'école jeunes, d'œuvres postsecondaires? Et surtout combien de ces jeunes gens pensent à augmenter leur bagage de connaissances au sortir de l'école ou du collège? Trop peu malheureusement, pendant que les salles d'amusements de tous genres regorgent de cette jeunesse qui y gagnerait davantage à suivre des cours du soir de professeurs qui peuvent leur en montrer encore pendant longtemps, ou à prendre un cours par correspondance comme en donne, entre autres, l'École des Hautes Études commerciales de Montréal.

Québec, ville plutôt placide, est à la veille, croyons-nous, de sortir quelque peu de sa torpeur pour devenir un centre commercial, industriel et financier, grâce au développement de son port, à la construction de grandes usines de papier et à l'érection d'un immense barrage au Saguenay, il est vrai, mais dont la répercussion ne peut que se faire sentir jusqu'ici, avant peu d'années.

Il importe donc que nous ayons des hommes instruits, développés au point de vue des sciences commerciales, et versés aussi dans les connaissances financières, pour que les nôtres aient leur part légitime de ce développement et que nous ne soyons pas obligés de recourir indéfiniment à des cerveaux étrangers pour étudier la solution de nos problèmes et former les générations montantes.

Quand nous aurons les connaissances voulues, que nous saurons de quoi il retourne dans toutes les opérations commerciales et que les transactions financières les plus compliquées n'aient plus de secret pour nous, alors, avec cette facilité que nous avons d'apprendre la deuxième langue officielle du pays, nous pourrons, avec

plus de fierté que nous n'en avons montré jusqu'à présent, lutter à armes égales contre nos concitoyens de langue anglaise et agir en maîtres dans une foule de circonstances où, jusqu'à présent, nous avons plutôt joué un rôle de serviteur.

Donc, après l'étude et la pratique de l'hygiène qui nous donneront une race nombreuse et forte, dirigeons plus souvent notre pensée vers la culture intellectuelle, afin de l'appliquer à l'étude de nos problèmes économiques, étude qui nous redonnera, sur ce sol canadien, cette place que la force des circonstances nous a obligés à céder, mais que nous travaillons sans relâche à reconquérir: la première, la seule d'ailleurs qui convienne au sang qui coule dans nos veines.

Et pour y atteindre plus tôt, réclamons la fondation, à Québec, d'une école des hautes études commerciales, créons des bourses de voyages et d'études pour nos jeunes gens; fondons des chaires d'économie politique et de sciences appliquées; faisons aussi confiance à nos compatriotes qui se sont livrés à des études sérieuses et ont acquis certaines compétences. En un mot, cultivons nos cerveaux; ne reculons devant aucun sacrifice pour les outiller et toujours rappelons-nous que *savoir c'est pouvoir*.

III. — NOS PROBLÈMES NATIONAUX

Nous avons les nôtres à étudier, entre autres, ceux de l'abandon du sol, de la colonisation, du dépouillement de nos forêts, de l'accaparement, par les étrangers, de nos richesses naturelles, de la concentration néfaste des industries dans les grands centres urbains, de la pénurie de moyens de transport dans certaines régions, de l'établissement d'écoles moyennes d'agriculture, de l'encouragement à donner à nos commerçants, de la campagne à faire contre l'extension commerciale israélite,

syrienne et grecque, aux dépens de nos compatriotes, de l'abandon du catalogue étranger qui draine notre argent hors de la province, de l'émigration de nos compatriotes aux États-Unis, de notre éparpillement et du morcellement de nos forces — en voilà assez, je crois, pour embarrasser même les esprits les plus actifs et les mieux outillés.

Qui va les étudier, ces problèmes, pour leur trouver une solution favorable? L'étude individuelle a son mérite et sa valeur, mais elle ne saurait avoir la répercussion de celle d'un groupe, d'une association, qui comprendrait des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, des financiers, des économistes, des publicistes, des statisticiens même, cherchant ensemble une solution à tous ces problèmes, à développer notre industrie, à activer notre commerce et à augmenter nos réservoirs de capitaux.

Voici ce qu'écrivait jadis, à ce propos, un correspondant de l'*Action française*, M. Georges Pelletier, au mois de juin 1921: « Ce groupement, — qu'il s'appelle comité d'initiatives économiques, bureau industriel canadien-français, conseil technique général, peu importe — est d'une nécessité vitale. Il devra recueillir et centraliser l'information industrielle et financière, coordonner l'effort, conseiller, canaliser, diriger l'épargne populaire, étudier les marchés domestiques et extérieurs, entreprendre l'éducation populaire quant à l'industrie et au commerce de chez nous. Sans cet organisme, de montage difficile et délicat, de mise au point constante, nous ne verrons jamais, parmi les différentes classes de notre groupe ethnique, cette entente nécessaire au maintien et au progrès de l'industrie nationale. Partant, bien des efforts seront perdus, des capitaux, mal engagés, du travail, rendu inutile qui, s'ils sont surveillés, contribueront indiscutablement au progrès général. »

Nous n'ignorons pas que des groupements de plus en plus nombreux se forment et qui s'appliquent à l'étude de ces problèmes, comme par exemple, la Chambre de Commerce, la Société de Colonisation, la toute récente Association catholique des Cultivateurs, les Semainiers sociaux, l'Association de la Jeunesse catholique, l'École sociale populaire, l'Association des Voyageurs de commerce, les nombreuses œuvres organisées et soutenues par l'Action sociale catholique, etc.

Mais il serait désirable, croyons-nous, qu'il existât un groupement spécial, bien coordonné et bien outillé pour étudier les problèmes relatifs à nos ressources naturelles et à notre essor économique, et que ce corps fût exempt de soucis pécuniaires et indépendant de toute coterie, afin de travailler librement et sans relâche au bien de tous, ce qui aurait pour effet, croyons-nous, de nous conduire plus rapidement vers une indépendance après laquelle nous aspirons, et que personne ne viendra nous offrir.

Qui nous dit que la solution de quelques-uns de ces problèmes ne ferait pas renaître plus d'activité chez nous; ne ferait pas jaillir quelques industries qui aideraient à répandre du travail et à conserver ainsi dans la province ces milliers de compatriotes qui nous quittent, tous les jours, pour aller aux États-Unis chercher le gain qu'ils ne peuvent trouver ici? De plus, nos producteurs agricoles y trouveraient aussi leur profit et s'attacheraient davantage au sol natal.

Aurons-nous jamais, au sein de notre population, des émules des Américains Sage, Carnegie et Rockefeller qui ont laissé des legs considérables pour induire un certain nombre de leurs compatriotes à étudier les problèmes sociaux et économiques, dont la solution doit contribuer à la grandeur et au bien-être du peuple américain?

IV. — NOS RESSOURCES NATURELLES

Nous lisions tout récemment, dans un volume que vient de publier le *Service des renseignements sur les ressources naturelles*, du gouvernement fédéral, ce qui suit: « Les ressources naturelles du Canada sont encore en grande partie inexploitées et sont loin d'être entièrement connues et appréciées par les Canadiens eux-mêmes. Mais le rapide progrès de l'exploitation depuis vingt ans a, clairement et d'une manière saisissante, fait voir que le domaine national — par son caractère et par son étendue — devra inévitablement, dans le cours de sa mise en valeur complète, ouvrir au Canada une large carrière dans le commerce international et l'établir plus tôt dans une situation incomparable d'indépendance économique. »

De toutes les provinces canadiennes, nulle n'est plus riche en ressources naturelles de toutes sortes que celle de Québec. La superficie arable de la province de Québec est de 40,000,000 d'acres et, sur cette étendue, on en compte à peine 7,500,000 en culture des champs — moins, toutefois, les pâturages. Les 1,360 municipalités organisées de la province comprennent 25,000,000 d'acres.

La richesse agricole estimée de la province de Québec, pour l'année 1923, s'élève à \$1,293,799,000, ce qui équivaut à un peu plus de 16% de celle du Canada entier.

Nos forêts sont-elles inépuisables? Qui en connaît la valeur réelle? A-t-on jamais entrepris d'en faire l'inventaire? Notre industrie de transformation s'est-elle assez appliquée, jusqu'à présent, à faire donner à nos produits forestiers leur maximum de rendement? Qui, parmi nous, a étudié l'opportunité de l'embargo sur nos bois? Quels sont les jeunes gens, et même les hommes d'âge mûr, qui ont lu le rapport de la Commission royale nommée pour faire une étude à ce sujet? Quels sont ceux d'entre nous encore qui se sont donné

la peine d'étudier le rapport de la partie adverse à l'embargo, c'est-à-dire celui de l'*Association des marchands de bois de la province de Québec* et les autres? Autant de sujets instructifs pour les esprits éveillés, qui veulent connaître quelque chose des problèmes se rattachant à nos ressources naturelles.

Et nos mines? Qui en connaît l'étendue et la valeur? Verrons-nous jamais le jour où les fibres des mines d'amiante seront fabriquées dans la province, au lieu d'être expédiées à l'étranger, comme on le fait, pour la majeure partie, aujourd'hui? Depuis cinq ans, nos mines ont rapporté une somme variant de \$15,000,000 à \$28,000,000 et elles emploient, bon an, mal an, une dizaine de mille hommes. C'est là un appoint qui n'est pas à négliger. Si les espérances des nombreux prospecteurs de la région de l'Abitibi se réalisent, nous verrons bientôt le chiffre de la production de nos mines augmenter rapidement. Sans faire de reproche à personne, il semble bien, si nos informations sont justes, que nous occupons peu de place dans l'industrie des mines; que nos ingénieurs miniers sont peu nombreux et que, de plus, nos usines de transformation, nos musées et nos services de publicité, au sujet de ces richesses, sont encore à l'état rudimentaire.

Nos pêcheries, sans être les plus riches de la Puissance, ne rapportent pas moins de 2 à \$4,000,000 par année, dans la province de Québec, mais, jusqu'à ces derniers temps, nous étions peu outillés pour faire une pêche profitable. Toutefois, il y a changement et il semble bien qu'un réveil s'est produit depuis une couple d'années, grâce au gouvernement de cette province, qui veut que nos pêcheurs retirent tout le revenu possible de cette ressource naturelle et inépuisable. Nous pouvons dire que, dans l'industrie de la pêche, nous sommes à peu près maîtres du terrain et que la concurrence qui s'exerce aujourd'hui, dans la Gaspésie, entre les ache-

teurs de poisson, est de nature à profiter aux pêcheurs et a fait disparaître l'asservissement de jadis.

Mais ceux qui ont porté le plus d'attention à nos ressources naturelles, depuis 25 ans et plus, ce sont les étrangers et tout spécialement les Américains, qui se sont empressés de mettre la main, par un moyen ou par un autre, sur une bonne partie de ces richesses

Avec les chemins de fer qui pénètrent un peu partout depuis cinquante ans, des touristes sont venus, qui ont constaté les nombreuses ressources naturelles que nous possédons, au cours de leurs voyages de chasse ou de pêche, telles que nos forêts, nos chutes d'eau, nos gisements d'amiante et autres, et qui n'ont pas manqué, avec le flair qui les caractérise, l'audace qui ne leur manque pas et l'argent dont ils sont amplement pourvus, de faire d'abondantes réserves. Ils ont mis à l'œuvre leurs techniciens et leurs chimistes, et bientôt l'on a vu se dresser un peu partout des chantiers, des usines, des barrages où, il est vrai, nos gens trouvent des emplois secondaires, soit aux bureaux ou comme manœuvres, mais dont les profits les plus clairs et les plus nets vont toujours dans le gousset de l'Anglo-Saxon ou de l'Américain.

Mais les temps sont changés et un réveil s'est fait depuis quelques années.

Ce n'est pas sans un vif plaisir que nous lisons, tout récemment, les paroles suivantes, tombées de la bouche du premier ministre de la province de Québec: « Que rêvons-nous pour notre province? Que voulons-nous réaliser pour elle?

« Nous vivons à côté d'un peuple qui est peut-être aujourd'hui le plus riche de la terre, qui a sur nous des avantages économiques indiscutables. Dans bien des domaines de l'industrie, il nous est difficile de lutter contre lui. Mais la Providence nous a donné des richesses naturelles immenses: nos forêts, nos mines, l'amiante et les pêcheries.

« Le rêve du gouvernement, son programme, c'est de consacrer tous ses efforts, toute son énergie, afin de développer chez nous ce qui nous appartient en propre et ce sur quoi nos voisins ne peuvent nous faire concurrence.

« Notre forêt, défendons-la et gardons-la. Elle nous assure une industrie qu'il nous faut maintenir et développer ici: celle de la pulpe et du papier. Les Américains, sous ce rapport, ne peuvent venir nous faire concurrence. Nous voulons prendre tous les moyens possibles pour que cette industrie reste dans Québec. Pour cela, une chose est essentielle: c'est le développement de nos pouvoirs hydrauliques et la conservation, chez nous, de notre pouvoir électrique. Le problème se pose aujourd'hui de savoir si nous devons permettre l'exportation aux États-Unis de nos pouvoirs électriques. Suivant nous, nous devons leur dire: « Messieurs, nous avons ici les pouvoirs d'eau, la force motrice. Si vous voulez de l'industrie, venez la développer chez nous. » Pour la solution de ce problème, nous demandons le concours de toutes les bonnes volontés, nous faisons appel à toutes les expériences.

« Il est nécessaire, dans notre province, de créer des centres industriels pour garder chez nous notre population. Nos cultivateurs y trouveront des marchés où écouler leurs produits; les fils de nos ouvriers y trouveront de leur côté le travail qui les gardera au pays. »

Voilà qui est parler d'or et en bon patriote!

Pourvu maintenant que les sociétés qui ont pour but le bien-être social ou le développement de notre province, de même que son émancipation économique, se mettent à l'œuvre pour étudier tous ces problèmes et que, d'un autre côté, l'État fasse un inventaire aussi complet que possible de toutes les ressources naturelles que nous possédons; qu'il publie le résultat de cet inven-

taire, soit dans des brochures ou soit encore sur une carte à grande échelle, qui indiquerait, par région, toutes les richesses que recèlent le sol, le sous-sol, nos rivières et nos lacs, à cette condition il y a lieu d'espérer que ces richesses naturelles nous resteront et contribueront à nous assurer plus de bien-être, plus d'indépendance et, en même temps, plus de fierté nationale.

V. — ACCUMULATION DE L'ÉPARGNE

Sommes-nous économes ou prodigues? Notre réservoir de capitaux s'augmente-t-il et pouvons-nous espérer qu'un jour nous pourrions nous suffire à nous-mêmes pour développer nos ressources naturelles et créer des industries nécessaires à cette fin?

Ce serait dénigrer les nôtres que de prétendre que nous ne sommes pas, en général, économes, surtout au sein de la classe agricole et de la population qui vit dans les villages.

Nous avons deux grandes banques de crédit et deux caisses d'épargne, sans compter que nos sociétés d'assurance, de secours mutuel et de rente viagère constituent encore des réservoirs où s'accumulent nos capitaux et que ces capitaux, ensuite, peuvent nous aider à nous mieux organiser au point de vue du développement économique.

Ce qui a fait la force de la France, à plusieurs reprises au cours de son histoire, c'est non seulement la vaillance de ses fils, la ténacité dans sa résistance contre maints envahisseurs, mais la force de son épargne et la rapidité de sa récupération, quand son sol avait été foulé et dévasté par l'ennemi.

Notre fortune publique est encore bien modeste puisqu'il y a à peine un demi-siècle que nous avons commencé à faire de l'épargne; aussi il n'y a pas de croisade

plus salulaire pour une société comme la Société Saint-Jean-Baptiste, que de prêcher cette vertu à nos compatriotes.

Qui n'a remarqué, chez nous, cette déplorable mentalité qu'ont la plupart des fils dont les parents ont accumulé, par le travail et par l'épargne, une fortune assez rondelette? Dans un bon nombre de cas, malheureusement, on s'empresse de dissiper cette fortune aussitôt les parents morts, pour retomber en peu d'années dans la servitude, quand ce n'est pas dans la misère.

L'expérience acquise par le père et les connaissances qu'il avait de la valeur des capitaux accumulés, semblent descendre avec lui dans la tombe, et les héritiers, dans bien trop de cas, malheureusement, font bombance avec ce que le père avait laissé, et c'est ainsi que les épargnes soigneusement accumulées pendant trente, quarante ou cinquante ans de travail, disparaissent dans un rien de temps comme la rosée au lever du soleil.

Pourquoi cette différence de mentalité entre les nôtres et les Anglo-Saxons ou les Américains? Pourquoi ne pas chercher à marcher sur les traces des ascendants qui avaient réussi à fonder, à maintenir, à faire prospérer même un commerce ou une industrie créés de toute pièce par leur travail, leur économie, aidés de cette dignité de vie qui leur avait valu, bien souvent, un crédit bien plus considérable que les capitaux qu'ils possédaient?

Si nous ne nous enrichissons pas par tous les moyens honnêtes et si nos fils et nos filles n'apprennent pas toute la valeur morale et sociale de l'épargne, nous n'entrevoyons pas le jour de notre émancipation économique, puisque l'or est aujourd'hui le grand-maître suprême, en autant que sont concernés les intérêts matériels, ici-bas.

C'est Franklin, l'économiste américain, qui écrit un jour: « Si quelqu'un vous dit que vous pouvez vous

élever autrement que par l'instruction, le travail et l'économie, fuyez-le. » Un autre économiste, anglais celui-là, Adam Smith, déclare à ce sujet : « Tout prodigue est un ennemi de la société; tout homme économe est un bienfaiteur public. » Enfin, un troisième penseur, Chamfort, a écrit cette vérité : « Le plus riche des hommes c'est l'économe; le plus pauvre c'est l'avare. »

VI. — L'EMPLOI DE NOS CAPITAUX

Ce n'est pas tout, cependant, d'être économe, d'accumuler des capitaux et de s'en faire un réservoir puissant, capable d'alimenter commerce et industries. Reste encore à savoir canaliser ce réservoir, un peu comme les canaux d'irrigation, dans les provinces de l'Ouest, en vue d'une plus grande somme de bien-être et de notre émancipation économique.

Dans bien des cas, nos capitaux sont employés pour organiser ou soutenir des industries ou des négoce qui nous font concurrence, De même encore, il arrive que nos capitaux sont confiés à des institutions de crédit qui ont beaucoup plus intérêt à faire travailler ces capitaux à notre détriment qu'à notre avantage.

La guerre, qui a causé tant de ravages et dont les effets se font encore sentir de nos jours, aura eu pour effet de nous apprendre une leçon très importante, au point de vue du placement de nos économies. Jusqu'à cette date, nous n'avions guère songé à l'achat d'obligations, qui constituent un placement de tout repos pour la petite épargne.

Les différents emprunts de guerre ou de la victoire nous ont fait comprendre tous les avantages qui résultent de ces placements et, depuis, des douzaines de maisons ont été créées par nos compatriotes qui se font

une profession de prêter de l'argent sur garanties obligataires, aux corporations de tous genres offrant les garanties suffisantes.

De plus, le gouvernement de cette province a constitué un organisme pour se renseigner sur la responsabilité des emprunteurs municipaux et leur accorder, le cas échéant, l'autorisation de contracter des emprunts.

Au cours des trois dernières années, nous avons vu que les commissions scolaires, entre autres, ont été autorisées par le gouvernement de la province à emprunter chaque année des montants variant entre \$2,300,000 et \$2,800,000, en chiffres ronds, pendant que les corporations municipales, de leur côté, ont aussi largement profité de ce nouveau mode d'emprunt devenu populaire et ont été autorisées à emprunter des montants considérables, dont, entre autres, \$16,000,000, en 1922, et près de \$30,000,000, en 1923.

Ces emprunts ont été lancés chez nous, au milieu de notre population, et la petite épargne, comme la plus grande, ont été à même de se procurer des tranches plus ou moins larges de ces divers emprunts. En plus de ces emprunts municipaux, il y a les corporations commerciales ou industrielles qui ont fait appel au public et qui ont réussi à écouler leurs débentures, grâce aux institutions financières qui se sont spécialisées dans ce genre de commerce.

Quand nous aurons réussi, chez nous, à élever une digue assez puissante pour empêcher nos capitaux d'aller à l'étranger travailler à notre détriment et que, de plus, nous aurons mis une fin à cette fringale de l'achat par catalogue à l'étranger, où plusieurs millions de notre argent sont perdus à tout jamais pour nous, au détriment de nos commerçants locaux et de toute la population où cet argent devrait continuer à circuler; quand la campagne entreprise par l'Association des marchands-détail-

lants, entre autres, aura eu son plein effet, nous avons confiance que notre province, grâce à l'accumulation de ses capitaux par l'épargne et grâce aussi à leur emploi à notre profit, se dirigera plus rapidement que dans le passé vers cette émancipation économique que personne ne devrait jamais perdre de vue, chez le petit épargnant aussi bien que chez le grand capitaliste, puisque ce sont les gouttes d'eau accumulées qui forment les ruisseaux, les ruisseaux les rivières, les rivières les fleuves et les fleuves l'océan.

Donnons *chance égale* à nos maisons de commerce et d'industrie et, dans bien des cas, nous pourrions garder chez nous des contrats importants, que nous confions à l'étranger. Je dis ceci pour répondre à cette affirmation maintes fois répétée « que l'on rencontre presque toujours de meilleures conditions à l'étranger ».

Ainsi, un imprimeur de Québec demande, disons \$2.00 du mille pour 5,000 enveloppes. Quelque temps après, il apprend que la firme québécoise avait fait imprimer ses enveloppes dans une autre province, à raison de \$1.50 du mille; mais en poussant plus loin l'investigation, l'on découvre encore que le contrat a été donné pour 100,000 enveloppes au lieu de 5,000.

A ces conditions, l'imprimeur québécois aurait pu faire tout aussi bien — et il en est ainsi dans une foule de circonstances.

Encourageons les nôtres et sachons nous aider en employant nos capitaux comme un levier puissant.

Archimède disait: « Donnez-moi un point d'appui et je soulèverai le monde. » Les Américains, eux, ont une autre formule, ils disent: *Money is power*. Sachons donc, une fois pour toutes, employer à notre profit ce *pouvoir* ou plutôt cette *puissance* de l'argent, et ne fournissons pas à nos adversaires, nos compétiteurs étrangers, l'occasion de nous maintenir dans un état de sujétion avec

nos propres capitaux. Comme le charbonnier qui est maître dans sa cabane, soyons, dans notre province au moins, sinon ailleurs, les artisans de notre liberté économique. Soyons plus riches afin d'être mieux respectés, parce que plus fiers de nous-mêmes ! Si l'expérience des aînés pouvait nous servir, que de placements malheureux seraient évités ! Qui dira les sommes quasi fabuleuses que des aigrefins nous ont arrachées pour exploiter des mines dans la lune ou bâtir des châteaux en Espagne.

Avant de placer des économies péniblement amassées, avant de risquer un héritage dont l'usufruit doit sustenter une famille, avant de confier, les yeux fermés, ses capitaux à quelqu'un qui doit les faire fructifier sans que nous ayons voix au chapitre, pourquoi ne pas consulter un professionnel en placement ?

Si le riche peut et doit risquer ses fonds, parfois, pour aider à l'organisation d'une industrie ou d'un commerce, ou d'une exploitation aux profits aléatoires, le petit épargnant ne peut pas se payer ce luxe. Soyons donc prudents et que de récents exemples ne s'effacent pas trop tôt de notre mémoire, afin que nos capitaux ne s'envolent pas comme la fumée, sans profit pour nous personnellement ou pour la race.

VII. — UN TRÉPIED DE VERTUS

En présumant qu'un jour notre avoir se soit arrondi et que nous nous soyons quelque peu émancipés de l'emprise étrangère, il resterait encore à cultiver certaines vertus qui sont en quelque sorte comme les bases fondamentales du crédit que tout peuple doit avoir pour réussir dans la lutte quotidienne que se livrent

les individus d'origine allogène, aussi bien que les agglomérations d'éléments hétérogènes. Ce sont: le *patriotisme*, la *fierté* et la *probité*.

Vous avez souvent entendu faire cette réflexion par des gens qui se croyaient fort sages: « Les affaires sont les affaires », ou bien *Business is business*, c'est-à-dire que le patriotisme n'a rien à voir dans cette galère-là. Les questions de sentiment ne devraient pas entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de transactions mobilières ou immobilières, ou de placements dans une entreprise commerciale.

C'est là une étrange conception de cette vertu sociale qui s'appelle le *patriotisme*, puisque être patriote c'est aimer non seulement son pays, sa petite patrie en plus, les personnes et les choses qui nous touchent de près, d'une façon platonique, mais c'est de les aimer de façon à leur être utiles à l'occasion; c'est de les aimer assez pour être capables de les défendre contre nos ennemis, de quelque nature qu'ils soient; c'est de les aimer jusqu'à se sacrifier soi-même à l'avantage de son pays et de ses compatriotes, comme, par exemple, le soldat qui s'en va défendre sa patrie contre l'envahisseur.

Je comprends que l'on a pu s'élever parfois contre le verbiage et les discours à panache qui ont été faits sur ce thème, mais l'abus d'une chose ne veut pas dire que cette chose est mauvaise en elle-même et celui qui a lancé cet aphorisme: « Le patriotisme est le dernier refuge de la canaille » voulait sans doute parler des exploiters, de ces attrape-nigauds ou de ces tire-laine, qui savent parfois exploiter habilement la corde sensible du patriotisme pour mieux berner leurs interlocuteurs et leur arracher le plus souvent les économies qu'ils avaient péniblement gagnées.

Par contre, accepter comme argument suprême, dans certaines circonstances, qu'en dehors de la considération

patriotique il faut fermer les yeux sur tout le reste, serait sans doute très dangereux, parce que, trop souvent, l'on a employé ce moyen comme un manteau pour se déguiser. Il y a une distinction à faire et du discernement à exercer.

Illustrons de quelques exemples la façon dont le patriotisme, ou plutôt l'absence de cette vertu sociale, est exprimé parfois.

Ainsi, je suppose qu'un compatriote est sollicité d'acheter sa carte de membre de la Société Saint-Jean-Baptiste, au prix de cinquante sous. Que pensez-vous de celui qui refuserait ou qui paierait à contre-cœur cette légère obole, en grimaçant et en maugréant contre celui qui vient le déranger, mais qui, l'instant d'après, accueillerait avec un large sourire et une bourse béante celui qui viendrait lui proposer de rehausser de sa personnalité un club d'origine anglaise ou américaine, dont l'entrée seule lui coûterait peut-être \$25.00, sans compter une centaine d'autres qu'on lui soutirerait habilement, par petites tranches, dans le courant de l'année ?

Que pensez-vous encore d'un compatriote qui s'approvisionne à crédit chez autant de fournisseurs qui veulent bien lui avancer, tout en maugréant contre le prix élevé de la marchandise et qui ne manque pas d'envoyer la somme requise avec sa commande à un marchand d'une province étrangère, ou même des États-Unis, et qui, pour comble de délicatesse, déblatère auprès de ses amis et de ses connaissances contre le prix élevé des marchandises que nos marchands-détaillants ont en vente ? C'est encore là une supposition !

Avez-vous déjà rencontré de ces hommes et même de ces femmes à qui la fortune a souri, bien souvent sans effort, puisqu'ils ont hérité d'un magot assez replet, et qui, se croyant d'une essence supérieure, se font presque un devoir d'aller dépenser leur revenu en dehors

de chez eux, à New-York par exemple, parce qu'ils ne trouvent pas que nos magasins sont assez bien assortis ? Voilà une troisième hypothèse !

Avez-vous jamais rencontré de ces financiers cossus qui, au lieu d'aider à notre émancipation économique en souscrivant quelques actions dans une compagnie industrielle ou, au pis aller, en achetant des obligations de tout repos, préfèrent se plonger dans la lecture de rapports de bourse ou dans celle des placements spéculatifs et qui risquent parfois des montants considérables pour acheter, par exemple, des actions dans des compagnies d'exploitation pétrolifère, dans le sud des États-Unis, quand ce n'est pas dans le Mexique, ou qui risqueront encore des sommes rondelettes pour acheter des devises européennes qui ne valent pas le papier sur lequel elles sont imprimées, comme le marc, le rouble et la couronne, et tout cela par snobisme, quand ce n'est pas par vain orgueil, afin de faire voir aux amis que l'on s'y entend en fait de spéculation ?

Que faut-il penser, et je sais que je touche ici une corde très sensible, de ces pauvres malheureux qui ont retiré des placements de tout repos, depuis quelques années, de ces veuves qui ont été chercher les quelques milliers de piastres qu'elles avaient à la caisse d'économie ou prêtées à une fabrique ou encore placées sur un immeuble, donnant de fortes garanties, pour acheter des actions d'une compagnie qui vint bâtir chez nous de grands magasins sans avoir le sou et comptant entièrement sur nous pour acheter ses immeubles, sa marchandise et même payer ses sollicitateurs ?

Je pourrais multiplier indéfiniment ces exemples, mais en voilà assez, je crois, pour faire comprendre que si le patriotisme, d'une part, est une vertu sociale que

nous avons le devoir de pratiquer, d'autre part, le discernement est une qualité qu'il importe de ne pas oublier lorsque nos intérêts matériels sont en jeu.

On rapporte que Sostrate de Snide, grand architecte qui vivait dans les temps anciens, avait élevé un monument à la gloire de son roi, Ptolémée Philadelphie. Une inscription pompeuse avait été tracée en l'honneur du monarque sur une matière friable qui recouvrait la pierre du cénotaphe. Et sur cette pierre l'architecte avait inscrit son nom, afin que, plus tard, lorsque les agents atmosphériques auraient fait disparaître l'épigraphie en faveur de l'empereur, le monument ne redit plus que la gloire de son architecte.

Nos compatriotes, par leur travail, leur esprit d'économie et leur initiative ont réussi, surtout dans la province de Québec, à élever des monuments au commerce, à l'industrie et à la finance, mais, pour le visiteur étranger, qui juge d'après les apparences, il est regrettable que, dans bien des cas, ces monuments soient recouverts d'une inscription qui semble en donner le mérite, et tout le mérite, aux Anglo-Saxons plutôt qu'à nous.

Combien de nos maisons, en effet, commanditées par notre capital, dont tous les directeurs sont des nôtres, le personnel de langue française et la clientèle, pour les neuf-dixièmes, francophone, et, qui, dans certaines circonstances, avec un commerce tout à fait local, croient avoir de bonnes raisons pour nous faire perdre le crédit de tel monument ?

Pas plus tard que ces jours derniers, je lisais l'énumération nominale de seize industries, dans une région de la province de Québec, région dont les neuf-dixièmes des habitants, pour ne pas dire 95%, sont de langue française, et sur ces seize industries, ayant une pro-

duction globale de \$2,500,000 par année, il n'y en avait que quatre portant des noms français.

Je ne tire pas de conclusion de ce fait, mais il me semble qu'il y a là matière à réflexion.

En supposant toujours que notre fortune s'arrondira avec le temps, nous nous demandons s'il est absolument nécessaire d'attendre ce jour d'indépendance complète, au point de vue économique, pour cultiver dans nos cœurs cette autre vertu cardinale qui fait défaut chez trop de gens parmi nos compatriotes et qui est cause que ceux qui nous entourent manquent parfois de considération à notre égard.

Je veux parler de la *fierté nationale*. Nous avons été vaincus, il est vrai, par un ennemi dix fois plus nombreux que nous, mais notre défaite est tout aussi glorieuse qu'une victoire et, d'ailleurs, nous avons obtenu des conditions de capitulation qui établissent de façon péremptoire que nos ancêtres étaient des hommes de cœur.

Parce que nous avons été tenus éloignés pendant longtemps de tout ce qui se rattache à la direction du pays, soit dans les parlements, soit dans les institutions financières, soit dans les compagnies commerciales, cela ne veut pas dire que nous n'avons pas certaines qualités et que nous ne devons pas nous affirmer en toute occasion comme des égaux des Anglo-Saxons.

Il y a deux choses qui donnent du poids aux individus, suivant leur mentalité. L'Américain dit: *Money is power*, et je ne suis pas loin de croire que les Anglo-Saxons du Canada pensent beaucoup de la même façon. Nous croyons, nous, que le *savoir donne la force* et qu'il y a des qualités natives qui ont plus de valeur que tous les millions qu'un mercantilisme a pu accumuler.

Nous sommes les fils de la vieille France; le sang qui coule dans nos veines est le même que celui qui distingue encore aujourd'hui le peuple le plus cultivé, le plus probe, le plus patriote, le plus humain, en un mot, qui soit sur la terre.

Nous avons donc raison de nous enorgueillir de nos origines et de penser que nous n'avons pas démérité de ces origines, quoique notre développement, à bien des points de vue, ait été retardé par plus d'un siècle de luttes épiques sur les champs de bataille ou sur le parquet des parlements.

Comment se fait-il alors que nous ayons tant de nos compatriotes qui manquent de cette fierté absolument nécessaire pour nous aider dans la lutte que nous sommes forcés de livrer, tous les jours, contre ceux qui n'appartiennent pas à notre groupe ethnique? D'où vient cet engouement d'un trop grand nombre de nos compatriotes pour tout ce qui est anglo-saxon: langage, coutumes, mœurs, etc.? Combien de nos hommes instruits qui pourraient faire de la propagande en faveur de la race, mais qui, dès qu'ils sortent de leurs foyers, mettent leur drapeau en poche et s'efforcent de faire oublier qu'ils sont Canadiens français et que leur langue est Sa Majesté la Langue française!

Sortez de Québec et vous rencontrerez un peu partout, dans l'Ontario, et même dans certaines villes de l'Ouest de la province, des compatriotes qui voudraient pouvoir changer leur nom, la seule chose d'ailleurs dont ils ne peuvent se dépouiller, pour s'affubler d'un nom anglais. Ce que j'affirme là n'est pas de la fantaisie, car je pourrais vous citer quelques douzaines d'exemples dont j'ai été témoin.

Il y a une réaction, je le sais, et je connais des compatriotes qui ne craignent pas de s'affirmer et qui vont

jusqu'à revendiquer les droits outragés ou négligés de la langue française, quand l'occasion s'en présente. Ceux-là méritent nos félicitations et nos encouragements et je souhaite que leur exemple soit salutaire.

Nous n'allons pas encore, ici, jusqu'à traduire en anglais nos noms français, mais que de mots anglais et que d'anglicismes nous employons dans le commerce, dans l'industrie, dans le sport, etc. C'est là un manque de fierté qui dénote chez nous une absence de patriotisme dont il faut retracer l'origine dans l'ignorance de notre histoire et de notre langue maternelle.

Enfin, et sans jamais oublier la pensée maîtresse qui m'a guidé dans cette conférence — notre émancipation économique — il est une autre vertu sociale que nous ne devons pas négliger de mettre en pratique, si nous voulons que notre crédit s'agrandisse et que nos affaires prospèrent: c'est la *probité*. Les Anglais ont élevé cette vertu jusqu'à la hauteur d'un aphorisme: *Honesty is the best policy*.

Je suis bien convaincu que la grande majorité des faillites qui se produisent chez nous sont causées par des circonstances incontrôlables ou, dans tous les cas, indépendantes de la volonté des faillis, comme, par exemple, la perturbation économique qui a fait suite à la grande guerre, comme je suis encore enclin à penser que, dans un bon nombre de cas, le manque de connaissances ou de compétence en affaires a été la cause principale d'un bon nombre de ces déconfitures.

Reste à savoir si, dans certaines occasions, notre crédit n'a pas été entamé parce que l'on a cru voir, et l'on en a même eu la certitude matérielle, dans bien des cas, que le failli avait manqué de probité.

D'autres, des aigrefins, s'ingénient à tendre des traquenards où viennent tomber ceux qui ont moins d'expérience qu'eux.

Que d'organisations, que de compagnies anonymes intentionnellement malhonnêtes naissent, tous les jours, et que de produits frelatés ne s'efforce-t-on pas d'écouler chez les consommateurs! Qui de nous n'a pas entendu cette réflexion, malheureuse, il est vrai, pour notre réputation: certains manufacturiers ne veulent pas ou ne savent pas conserver aux produits qu'ils lancent sur le marché, leur qualité première, et c'est pourquoi, après un certain temps, le consommateur retourne aux produits étrangers.

Je sais que l'accusation ne serait pas juste si elle se généralisait, mais il y a des cas patents que tout le monde connaît et qui nous ont causé des torts considérables. Il peut arriver des accidents, mais, maintes fois, l'on a cru pouvoir ainsi berner le public, tandis que c'est le producteur qui s'est mis un doigt dans l'œil jusqu'à l'omoplate.

Notre meilleur crédit auprès de nos compatriotes, comme auprès des étrangers, comme aussi auprès des institutions financières qui sont appelées à fournir des capitaux à ceux qui se livrent au négoce, notre meilleur crédit, dis-je, c'est encore l'honnêteté, puisque les banques elles-mêmes ne sont que des institutions reposant sur la base fondamentale de la confiance. Preuve, dès que le public actionnaire ou simplement dépositaire a perdu confiance en une banque, il se produit une course sur sa caisse et bientôt celle-ci s'effondre.

Dieu merci, nous ne sommes pas pires que les autres, c'est-à-dire que les habitants des autres provinces, et si nous en croyons les dépêches que nous lisons depuis

quelque temps, nous aurions peut-être raison de nous enorgueillir au point de vue probité, en faisant la comparaison. Mais ce n'est pas une raison pour que nous ne travaillions pas davantage à ancrer dans l'esprit de la génération montante cette vertu: à savoir que, sans probité, nous courons grand risque de retarder longtemps, sinon pour toujours, notre ascension vers la libération économique.

CONCLUSION

Bien que j'aie touché plusieurs points dans cette causerie, il en reste encore un grand nombre qui pourraient être classés sous la même rubrique, mais il faut se limiter. En guise de conclusion, contentons-nous de résumer en peu de mots l'idée maîtresse qui se dégage de cette étude.

Pour grandir, il faut le vouloir. Cette pensée doit être une obsession pour tout le monde, petit comme grand. Inutile de compter sur Pierre, Jean ou Jacques pour résoudre ce problème. Si l'artisan, l'ouvrier, le manoeuvre s'en désintéressent et s'ils disent que les gens à revenus plus élevés ou de position sociale plus en vedette, sont les seuls qui peuvent contribuer à cette émancipation économique, nous n'y arriverons jamais, ou, dans tous les cas, trop lentement pour en avoir un certain mérite.

Ayons toujours présent à l'esprit cette préoccupation, lorsque nous portons la main à notre bourse; le dollar que je vais donner pour acheter quoi que ce soit, pour mon usage personnel, ou pour la famille, ou pour orner la maison, ou pour mon plaisir, est-il un dollar qui va continuer à travailler pour nous; continuera-t-il à cir-

culer au milieu de nous ou bien ira-t-il se perdre à jamais entre les mains d'étrangers pour travailler contre nous ?

Si cette pensée faisait la préoccupation de la majorité de nos compatriotes, avant un quart de siècle notre province aurait réalisé des progrès aussi considérables que ceux qu'elle a accomplis depuis un siècle.

M. le président,¹ j'ai sans doute été téméraire en acceptant votre gracieuse invitation, mais je n'ai pas voulu reculer devant l'honneur que vous m'offriez.

Le sujet que j'ai choisi eût demandé, pour être bien traité, une compétence en économie politique, et c'est pourquoi je me suis contenté d'en faire un simple croquis. Si vous trouvez que mon crayon a été rude parfois, ne vous en prenez pas à la beauté du sujet, mais plutôt à l'inexpérience de celui qui l'a croqué, suivant son angle de vision.

« Tout travail mérite une récompense », a-t-on dit avec raison. Si vous me demandiez, M. le président, combien je réclame pour mon travail, je vous répondrais: Continuez la belle œuvre dont vous êtes l'initiateur ici, dans la ville de Québec; efforcez-vous d'amener un plus grand nombre de nos compatriotes à se grouper dans la Société Saint-Jean-Baptiste; amenez-les à s'intéresser de plus en plus à nos problèmes nationaux et alors je me considérerai encore votre débiteur pour une forte somme.

G.-E. MARQUIS

*Chef du Bureau des statistiques
de la province de Québec*

Avril 1925

1. M. Simon LAPOINTE, avocat, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

135 (Suite)

66. La Question sociale et nos devoirs de catholiques — II	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
67-68. La Question sociale et nos devoirs de catholiques — III	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
*69-70. Hygiène du logement et casier sanitaire des maisons.	J.-A. BAUDOUIN, M.D.
71-72-73. Albert de Mun et le devoir social des catholiques.	Abbé GOUIN, P.S.S.
74-75. Albert de Mun et l'organisation ouvrière	Abbé GOUIN, P.S.S.
76. Nos Errements agricoles.	R. P. Edgar COLCLOUGH, S.J.
77-78. Albert de Mun et la Législation sociale	Abbé GOUIN, P.S.S.
*79-80. Microbiologie et maladies contagieuses	J.-A. BAUDOUIN, M.D.
81-82. L'Instruction obligatoire n'est pas nécessaire chez nous. Pourquoi?	R. P. Hermas LALANDE, S.J.
83. L'Organisation ouvrière.	Abbé Edmour HÉBERT
84. Autour de l'Encyclopédie « Rerum novarum »	M. L'HEUREUX
85. L'Aide aux colons.	Abbé Edmour HÉBERT
86. Le Problème social et sa solution.	Alfred CHARPENTIER
87. Les Semaines sociales.	Guy VANIER
88-89. De l'Internationalisme au Nationalisme	Antonio PERRAULT
90. Vers le peuple.	R. P. VILLENEUVE, O.M.I.
91. L'Action sociale.	Édouard MONTPETIT
92-93. La Grève et l'enseignement catholique.	Abbé Ad. SABOURIN
94. Programme d'action sociale	Mgr L.-A. PAQUET
*95. Les Parents, l'Eglise et l'Etat dans leurs rapports avec l'école	Abbé Émile CLOUTIER
96. L'Organisation professionnelle.	XXX
97. Syndicats patronaux.	Edmond CLOUTIER
98. La Confédération des Travailleurs catholiques du Canada	Abbé Edmour HÉBERT
99. L'Aspect économique du problème industriel	Fabien BUGEAUD
100. Le Salaire	XXX
101. Nos Pêcheries.	Wilfrid GUÉRIN
102. La Question des chemins de fer.	Alfred CHARPENTIER
103. Les caisses Desjardins, œuvre sociale	É. S. P.
104. L'Aube d'une ère ouvrière nouvelle	É. S. P.
105. L'Organisation ouvrière catholique au Canada	Mgr Eugène LAPOINTE
106. Réformes scolaires.	J. W.
107. Le travail du dimanche dans notre industrie	R. P. DONCEUR, S.J.
108. La Gaspésie	É. S. P.
109. Les Espoirs présents du Catholicisme en France.	Olivier CARIGNAN
110. La Société catholique de Protection et de Renseignements	Paul CHARTIER, S.J.
111. Le Problème des narcotiques au Canada	R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
112. Le charbon au Canada	Abbé Edmour HÉBERT
113-114. Le Nord qui s'ouvre	R. P. J.-A. DESJARDINS, S.J.
115. Les trois Étapes de la question ouvrière	Dr Joseph GAUVREAU
116-117. Dans les chantiers	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
118. La mortalité infantile.	Gérard TREMBLAY
119. La Tuberculose	R. P. Léo BOISMENU, S.S.S.
120-121. Le Chômage.	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
122. L'Eucharistie et la question sociale	Mgr LAFLECHE
123. Le Canada minier.	É. S. P.
124. Le Patriotisme	Charles GAGNÉ
125. L'Apprentissage.	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
126-127. Notre problème agricole.	Abbé Arm. BEAUREGARD
128. Les Forces hydrauliques.	Georges BOUCHARD
129. L'Art ménager	Georges BOUCHARD
130. Le Domaine rural canadien.	R. P. Adélar DUGRÉ, S.J.
131. Les Paysans de France.	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
132. La jeune fille et les œuvres de charité	G.-E. MARQUIS
133-134. Pour et contre le tabac	
135. Vers l'Émancipation économique	

Les numéros précédés d'un astérisque sont épuisés.

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Abonnement \$1.50 par an)

- 1* *L'École Sociale Populaire* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
- *1. *L'Organisation ouvrière catholique en Hollande* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
2. *L'Organisation ouvrière dans la province de Québec (2e édition 1913)* Arthur SAINT-PIERRE
- *3. *De l'Éducation du sens social* R. P. LEROY, S.J.
- *4. *Comment protéger notre jeunesse, les patronages* R. P. PICHÉ, P.S.V.
5. *La Fédération Saint-Jean-Baptiste et ses associations professionnelles* Mme Marie GÉRIN-LAJOIE
6. *« Le Foyer » et ses œuvres* Abbé Henri GAUTHIER, P.S.S.
- *7. *La Caisse populaire — I* Alphonse DESJARDINS
8. *La lutte antialcoolique dans la province de Québec, depuis 1906* R. P. HUGOLIN, O.F.M.
9. *Le logement de la famille ouvrière — I* Abbé GOUIN, P.S.S.
- 10-11. *Le logement de la famille ouvrière. — Suite et fin* Abbé GOUIN, P.S.S.
- *12. *La Caisse populaire — II* Alphonse DESJARDINS
13. *Le Mouvement mutualiste dans la province de Québec* J.-B. SAINT-ARNAUD
14. *Le Cercle ouvrier* R. P. L. HUDON, S.J.
- *15. *L'Encyclique « Rerum novarum »* R. P. VALENTIN-BRETON, O.F.M.
16. *Les Œuvres nécessaires* Henri BEAUVAIS
17. *L'Église et les associations ouvrières. — (Encyclique « Singulari quadam »* Dr Joseph GAUVREAU
- 18-19. *Contre l'alcool* Abbé GOUIN, P.S.S.
- 20-21. *Un catholique social: Frédéric Ozanam* Arthur SAINT-PIERRE
22. *L'Organisation professionnelle* V.-E. BEAUPRÉ
23. *Réformes scolaires* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
24. *Le Clergé et les études sociales* Abbé Paul MAYRAND, D.Th.
25. *Le Travail chrétien*
26. *La lettre sur le « Sillon »*
- 27-28. *La Cour juvénile. Son fonctionnement, ses résultats, ses ambitions* Abbé GOUIN, P.S.S.
- *29. *La Goutte de lait* Dr Joseph GAUVREAU
30. *La Fédération américaine du Travail* Arthur SAINT-PIERRE
- *30. *L'Utopie socialiste — I* XXX
31. *Le Val des Bois* DOMBRAY-SCHMITT
32. *Les Conseils de l'abbé Desgranges aux ouvriers canadiens* R. P. DALY, C.S.S.R.
33. *Les Écoles maternelles* Chanoine DESGRANGES
- 34-35. *L'Église et le progrès social* Arthur SAINT-PIERRE
- 36-37. *Le Devoir social* Arthur SAINT-PIERRE
38. *L'Utopie socialiste — II* R. P. GUILLOT, C.S.S.R.
39. *Les Syndicats ouvriers chrétiens de Belgique* R. P. TRUDEAU, O.P.
40. *Les Syndicats socialistes et neutres* Abbé Edmour HÉBERT
41. *L'Église et l'organisation ouvrière* Arthur SAINT-PIERRE
- 42-43. *Le comte Albert de Mun* Abbé Edmour HÉBERT
- 44-45. *Le Socialisme* R. P. GONTHIER, O.P.
46. *A propos d'immunités* R. P. S. BELLA VANCE, S.J.
47. *La Formation d'apôtres sociaux par l'A.C.J.C.* R. P. RUTTEN, O.P.
- 48-49. *Leçons pratiques d'action sociale catholique* R. P. Adélarde DUGRÉ, S.J.
50. *La Désertion des campagnes* R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
51. *Les Avantages de la campagne* Marie-J. GÉRIN-LAJOIE
52. *Les Cercles d'études féminins*
- 53-54. *Le Règne social du Sacré Cœur, St-Sauveur de Québec* Abbé GOUIN, P.S.S.
55. *Le Comptoir coopératif* Anatole VANIER
- 56-57. *L'Œuvre de vacances des grèves* Abbé GOUIN, P.S.S.
58. *Le Jardin scolaire et l'Agriculture à l'école* Jean-Charles MAGNAN, B.S.A.
59. *Le Clergé et les Œuvres sociales* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
60. *L'Esprit chrétien dans la famille et dans la société*
61. *Projet de colonisation* R. P. Marcel MARTINEAU, S.J.
- 62-63-64. *Vers les terres neuves* R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
65. *La Question sociale et nos devoirs de catholiques — I* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.